



Madame la préfète,
Monsieur le Président du Conseil Départemental
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

C'est dans un contexte national et international inquiétant que se tient ce CDEN aujourd'hui. Au niveau international, la montée des populismes et des extrémismes de tout poil s'installent un peu partout sur l'ensemble de la planète. L'élection présidentielle brésilienne ne fait que renforcer cette tendance. L'axe est-ouest est aux mains de pouvoirs durs, antidémocratiques mais ô combien puissants, confortés par les puissances financières tenancières de l'argent et du libéralisme imposé au peuple.

En France, le gouvernement installé depuis 18 mois s'est placé dans une posture autoritaire, balayant et dénigrant toute idée ne s'inscrivant pas dans leur démarche. Les organisations syndicales que nous représentons en sont les premiers témoins. Modèle et pensée uniques, pouvoir de l'argent, le peuple subit cette politique économique et sociale dévastatrice.

Au niveau de l'Education, le Ministre Blanquer affiche l'école de la confiance. Mais comment peut-il se prévaloir de cette confiance alors qu'il manifeste autant de défiance vis à vis des collègues et des représentants des personnels que nous sommes ? La liste des attaques est tellement longue que nous ne l'énumérerons pas !

Au niveau départemental, dans le premier degré, les résultats des élèves seraient les moins « bons » de l'académie... Les enseignants sont bien évidemment pointés du doigt... Bref, il va falloir se mettre au boulot. Ah, on manque d'enseignants ? Réponse administrative : recrutements d'enseignants contractuels, non formés cela va de soi, les représentants des parents d'élèves ici présents apprécieront... Enseigner n'est pas un métier qui s'apprend ! Vous nous percevez un tant soit peu cyniques ! Oui, nous le sommes !

Soyons sérieux, le sujet le mérite et focalisons-nous sur notre département. Oui, nous ne le contestons pas, les chiffres parlent d'eux-même, la population scolaire décroît dans le premier degré depuis quelques années et cette déprise démographique va toucher les établissements du second degré. Au moins sur ce point, nous sommes d'accord. Néanmoins, notre département rural est pauvre, économiquement, socialement. Beaucoup de citoyens subissent l'éloignement, la désertification et se sentent abandonnés.

Aussi, la question essentielle que nous devons nous poser est celle-ci : quel service public souhaitons-nous pour notre département et a fortiori pour notre pays ? Sur ce point précis, les avis divergent. Nous contestons et dénonçons les orientations et les décisions gouvernementales relayées par les fonctionnaires d'autorité : économie, optimisation, déréglementation, rentabilité. Ce jargon insupportable déshonore le service public et ceux qui l'emploient. Il relève de la bourse et de la salle des marchés.

A la FSU, nous réfutons la déshumanisation et portons un tout autre projet. Le Service Public, il est pour toutes et pour tous, sur l'ensemble du territoire. Il n'a pas à être rentable. De la toute petite enfance, jusqu'à la prise en compte de nos anciens, l'état se doit d'être présent et d'accompagner tous les citoyens. Facteur d'égalité et de justice

sociale, le service public nous protège. C'est avec un Service Public fort et développé que nous pourrions atteindre un niveau d'exigence élevé. C'est le sens de notre action et de nos mandats pour l'Ecole. Au-delà de ça, nous exigeons dans notre champ qu'est l'Education des conditions de travail confortables pour les élèves et les personnels : limitation des effectifs dans les classes, prise en charge des enfants en difficultés, formation des enseignants, prévention dans le domaine de la santé et sécurité au travail. Les chantiers sont nombreux et ouvrent des perspectives. Ensemble, dans l'unité de la profession et des salariés, nous avons les moyens d'infléchir la politique dévastatrice que ce gouvernement nous impose.

Monsieur l'Inspecteur, vous allez nous présenter un avenant à la convention ruralité pour les écoles et un projet pour les collèges. Nous serons attentifs et vigilants, avec le souci que ces projets doivent apporter un plus pour notre département. Oui, la vigilance est de mise car la convention de 2014 n'a pas été construite dans la transparence et surtout dans la concertation avec tous les acteurs de l'école, notamment les collègues que nous représentons.

Nous n'avons aucune confiance dans ce gouvernement, l'action politique des mois écoulés ne nous y incite pas. Elle nous conduit plutôt à de l'indignation. Pour exemple, l'accompagnement chaotique des élèves en situation de handicap : le recrutement des personnels tarde et celles et ceux qui sont en poste ont vu leur rémunération passer de 688 à 600 euros avec l'absence de salaire fin septembre... Asservir les gens, les enfoncer un peu plus encore dans la précarité... Pas de quoi être fier ! Oui, indigne et inacceptable ! Bientôt il faudra payer pour pouvoir travailler...

Toutes ces raisons ont amené la FSU aux côtés d'autres organisations syndicales à appeler à la grève et à manifester le 12 novembre pour un Service d'Education plus juste.